



## La croissance économique atteindrait 0,4 % en 2010 et 1,9 % en 2011 après une décroissance de 3,1 % cette année

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre pour l'Entreprise et la Simplification. Ces prévisions macroéconomiques servent de base à la confection des budgets fédéraux des dépenses et des recettes pour les années 2010 et 2011.

### La récession dans la zone euro semble toucher à sa fin, mais il est peu probable qu'on enregistre une forte reprise à court terme.

Suite à l'aggravation de la crise financière en septembre 2008, les pays industrialisés sont tombés dans une grave récession. L'activité économique aux Etats-Unis, au Japon et dans la zone euro s'est nettement contractée au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009. Au deuxième trimestre, le repli du PIB a été beaucoup plus limité dans la plupart des pays de la zone euro. Les deux plus grands Etats membres, la France et l'Allemagne ont même enregistré une légère reprise par rapport au premier trimestre grâce notamment aux effets des plans de relance. Plusieurs indicateurs de confiance se redressent depuis quelques mois, mais leur niveau actuel témoigne d'une croissance économique particulièrement faible.

L'activité économique dans l'ensemble de la zone euro devrait renouer avec une croissance trimestrielle légèrement positive à partir du second semestre 2009 et cette croissance se maintiendrait en 2010. Par conséquent, la croissance annuelle du PIB en 2010 devrait s'établir à 0,8 % contre - 3,9 % en 2009. En 2011, la croissance annuelle dans la zone euro devrait accélérer et passer à 1,8 %. La vigueur de la reprise constitue la principale incertitude de ces prévisions. Les politiques monétaires et budgétaires ont permis de stabiliser l'activité économique internationale plus vite que prévu, mais il reste difficile à évaluer dans quelle mesure la reprise économique se maintiendra une fois que les effets des mesures de soutien de l'activité se seront estompés.

Plusieurs éléments sous-tendent ce scénario d'une faible reprise à court terme. Premièrement, le système financier demeure fragile et cette fragilité se reflète entre autres dans les conditions d'accès au crédit des ménages et des entreprises. Deuxièmement, les effets négatifs

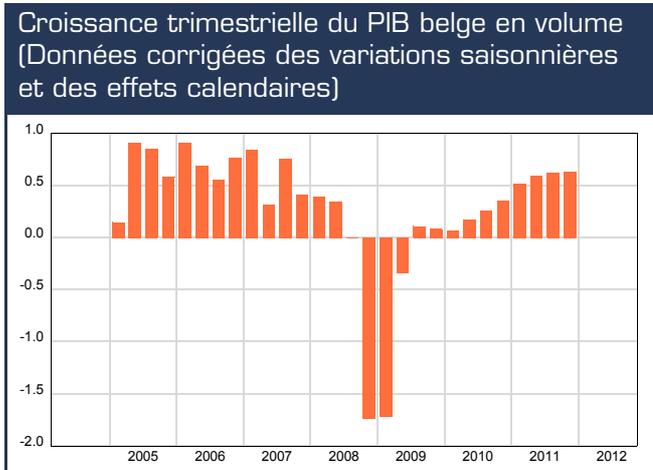
retardés de la crise sur l'emploi et la sous-utilisation des capacités de production pèsent sur la consommation privée et les investissements des entreprises. De plus, dans plusieurs économies occidentales, le secteur privé se trouve dans une phase de désendettement, après une période de forte expansion basée sur le crédit. Enfin, la crise et les programmes de relance massifs, mais nécessaires, ont fortement accru les déficits des finances publiques, ce qui limite les marges disponibles pour des mesures de soutien complémentaires.

Les hypothèses relatives aux taux de change et cours pétroliers sont basées sur les cotations de la fin août du marché à terme. L'euro s'apprécierait graduellement et passerait de 1,38 dollar en 2009 à 1,43 dollar en 2011. Le cours du baril de pétrole brut augmenterait de 61 dollars en moyenne en 2009 à 80 dollars en 2011. Cette hausse alimentera l'inflation européenne dans une certaine mesure, mais le degré de surcapacité est tel qu'il influencera l'inflation sous-jacente à la baisse un certain temps encore, même en cas de reprise de l'activité économique.

### En Belgique, la reprise conjoncturelle sera progressive...

En Belgique aussi, l'activité économique s'est fortement contractée au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009 (de -1,7 % dans les deux cas). Au deuxième trimestre, le repli du PIB s'est limité à -0,3 %. Au second semestre 2009, la croissance économique serait légèrement positive grâce aux exportations. Dans le courant de l'année 2010, la croissance économique serait également soutenue par la demande intérieure, et plus particulièrement, par la consommation privée et les investissements des entreprises et des pouvoirs publics. La croissance trimestrielle devrait s'accélérer dans le courant de l'année 2011 pour at-

teindre 0,6 %. Ces évolutions se traduiraient par une croissance annuelle du PIB de 0,4 % en 2010 et de 1,9 % en 2011 après une décroissance de 3,1 % cette année.



A l'instar des débouchés extérieurs, les exportations belges se sont effondrées au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009. Toutefois, elles reparti-raient légèrement à la hausse au second semestre. Sur base annuelle, on enregistrerait une contraction historique de plus de 15 % des exportations en 2009. Sous l'impulsion de la reprise économique internationale, les exportations progresseraient de 1,5 % en 2010 et de 4,1 % en 2011, soit à un rythme qui reste inférieur à la croissance des débouchés extérieurs.

Compte tenu de l'effondrement de la demande intérieure et des exportations, le volume des importations diminuerait cette année de près de 14 %. En 2010 et 2011, la demande d'importations repartirait à la hausse, dans le sillage de l'activité économique. Le déficit de la balance courante continue de se creuser en 2010 et 2011.

En 2009, l'indexation des salaires dépasse largement l'inflation mesurée puisqu'elle rattrape encore partiellement l'inflation élevée enregistrée l'année dernière. Dès lors, le revenu disponible réel, soutenu par les réductions d'impôts régionales et fédérales, progresse de 1,5 % en dépit d'un recul de l'emploi et d'une baisse des autres composantes du revenu. En 2010, le revenu disponible réel progresserait à peine suite à une nouvelle détérioration du marché du travail et à l'accélération de l'inflation. Par contre, il augmenterait de 2,1 % en 2011 sous l'effet d'une croissance de l'emploi, d'une hausse des salaires réels avant indexation et d'une progression des revenus de la propriété.

Vu la crise bancaire, la morosité du climat économique

et les effets de richesse négatifs, les ménages ont réduit leurs dépenses au cours de ces derniers trimestres. La consommation privée se stabiliserait au second semestre 2009, mais la baisse en volume s'établirait à 0,9 % en moyenne annuelle. Les ménages dépensent donc un pourcentage nettement inférieur de leur revenu disponible, ce qui fait passer le taux d'épargne des particuliers de 13,2 % en 2008 à 15,1 % en 2009. En 2010 et 2011, la consommation privée progresserait respectivement de 0,6 % et de 1,9 %, soit une évolution proche de celle du revenu disponible réel. Par conséquent, le taux d'épargne se stabiliserait, sans revenir toutefois à son niveau d'avant la crise financière; la persistance d'un niveau élevé du chômage continuerait en effet à peser sur la confiance des consommateurs.

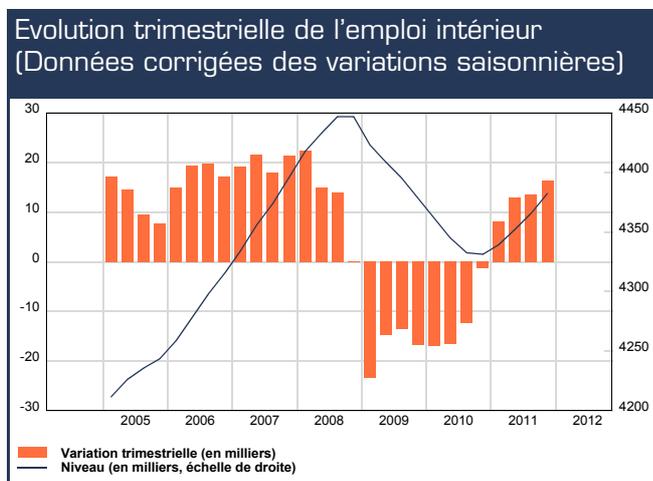
La progression limitée du revenu disponible des ménages et l'évolution défavorable de l'emploi pèseraient sur les investissements en logements jusqu'au quatrième trimestre 2010, malgré le soutien apporté par la baisse temporaire de la TVA sur la construction résidentielle. Au final, les investissements en logements enregistreraient une croissance annuelle négative de 3,2 % en 2009 et de 4,6 % en 2010. En 2011, ils repartiraient à la hausse mais leur rythme de croissance annuelle devrait être nul compte tenu d'une situation de départ défavorable au début 2011.

Les investissements des entreprises baissent depuis la mi-2008. En effet, les besoins des entreprises en investissements d'expansion sont actuellement limités en raison de la forte contraction de l'activité économique, et de la nette baisse du taux d'utilisation des capacités de production industrielle. La baisse de la rentabilité et le resserrement des conditions d'octroi du crédit plombent aussi le climat d'investissement. Toujours en recul en 2009, les investissements ne devraient repartir à la hausse qu'à la mi-2010 compte tenu de l'amélioration des débouchés. La croissance annuelle des investissements resterait néanmoins négative en 2010 (-1,2 % après une baisse de 4,9 % en 2009) mais rede-viendrait positive en 2011 (2,9 %).

La consommation publique et les investissements publics compensent quelque peu, cette année, la baisse des dépenses des ménages et des entreprises. La croissance en volume des investissements publics devrait s'accélérer jusqu'à 6,3 % en 2010 et 13,5 % en 2011 et ainsi soutenir la croissance économique. Cette dynamique doit beaucoup aux investissements des pouvoirs locaux, dont le rythme d'engagement s'accélère en vue des élections communales de 2012.

### ... le taux de chômage augmentera encore ...

La croissance négative (-0,8 %) de l'emploi intérieur en 2009 est beaucoup moins marquée que celle de l'activité économique. En cas de repli conjoncturel, de nombreux employeurs optent, dans un premier temps, pour une baisse du nombre des heures prestées, entre autres via le système de chômage temporaire. La baisse tendancielle de la durée moyenne de travail se trouve donc renforcée par le contexte conjoncturel. Lorsque le repli perdure, les entreprises procèdent à des réductions d'emploi qui peuvent aller jusqu'au licenciement d'une partie de leur personnel. C'est un des facteurs qui expliquent pourquoi l'emploi intérieur n'a diminué qu'à partir du premier trimestre 2009.



Compte tenu de la faible relance économique et de la progression limitée de la durée moyenne de travail à partir de la fin 2009, l'emploi n'augmenterait à nouveau qu'à partir du début 2011. Alors que les créations nettes d'emploi totalisaient encore 71 200 unités l'an dernier, les pertes d'emploi avoisineraient les 34 600 unités cette année. En 2010, les destructions d'emploi atteindraient 58 900 unités en moyenne. En 2011, la tendance s'inverse et on enregistre à nouveau des créations d'emploi, quelque 17 600 en moyenne.

Le taux d'emploi baisserait de 63,6 % en 2008 à 61,5 % en 2010 et 2011. Compte tenu de l'évolution de

la population active, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) devrait augmenter cette année de 53 900 unités, de 98 400 unités l'an prochain et de 23 300 unités en 2011. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait ainsi de 7 % en 2008 à 9,6 % en 2011.

### ... et l'inflation sera modérée.

Le cours du baril de pétrole brut a baissé spectaculairement entre juillet et décembre 2008, passant de plus de 140 dollars à un peu moins de 40 dollars. Depuis, le cours du baril a augmenté régulièrement jusqu'à plus de 70 dollars en août. Toutefois, calculée à un an d'intervalle, la croissance des prix pétroliers ne deviendrait positive qu'au quatrième trimestre 2009. Les prix du gaz et de l'électricité suivent cette évolution avec un certain retard. Par conséquent, l'inflation, mesurée à l'aide de l'indice national des prix à la consommation (INPC), est devenue négative en mai et devrait le rester jusqu'en octobre 2009 ; la baisse de l'indice à un an d'intervalle actuellement observée est en fait attribuable à l'évolution des prix d'un nombre limité de produits et serait donc temporaire. L'inflation sous-jacente devrait continuer à se tasser sous l'effet du ralentissement conjoncturel et de la répercussion progressive de la baisse des prix énergétiques dans les prix des autres biens et services, mais elle resterait toutefois positive. Au total, l'inflation serait nulle en moyenne en 2009 et atteindrait 1,5 % en 2010 et 1,6 % en 2011 suite à la hausse des prix pétroliers. Quant à l'indice santé, il n'est pas influencé par les prix de l'essence et du diesel et devrait dès lors connaître une évolution moins contrastée que l'INPC. Il progresserait respectivement de 0,6 %, 1,2 % et 1,6 %. L'indice pivot actuel (112,72) serait dépassé en décembre 2010 et le prochain indice pivot (114,97) ne serait pas dépassé en 2011.

Pour plus d'informations:  
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

**Chiffres clés pour l'économie belge**  
**(Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires)**

	2007	2008	2009	2010	2011
Dépenses de consommation finale des particuliers	2.1	0.9	-0.9	0.6	1.9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2.3	2.3	1.9	1.4	1.7
Formation brute de capital fixe	6.2	5.5	-3.9	-1.5	3.1
Dépenses nationales totales	3.3	2.0	-1.8	0.3	2.1
Exportations de biens et services	4.0	2.2	-15.1	1.5	4.1
Importations de biens et services	4.6	3.3	-13.7	1.4	4.4
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.4	-0.9	-1.2	0.1	-0.3
Produit intérieur brut	2.8	1.1	-3.1	0.4	1.9
Indice national des prix à la consommation	1.8	4.5	0.0	1.5	1.6
Indice santé	1.8	4.2	0.6	1.2	1.6
Revenu disponible réel des particuliers	2.8	0.3	1.5	0.4	2.1
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	13.7	13.2	15.1	14.8	14.9
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	77.4	71.2	-34.6	-58.9	17.6
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.5	7.0	8.2	9.4	9.6
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	1.7	-2.3	-2.5	-2.7	-2.9
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	137.1	147.1	137.7	142.3	142.6
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	4.3	4.6	1.3	1.5	2.7
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	4.3	4.4	4.0	4.1	4.5